



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Délégation interministérielle à
l'hébergement et à l'accès au
logement**

Appel à projets 2025

Actions d'accompagnement du plan de traitement des foyers de travailleurs migrants

La délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) lance un appel à projets national relatif à l'accompagnement du plan de traitement des foyers de travailleurs migrants.

Sommaire

Préambule

I - Champ de l'appel à projets : trois axes thématiques

II - Critères généraux d'éligibilité et de sélection

III - Présentation des dossiers, recevabilité des projets et notification des décisions

IV - Dispositions relatives au financement

V. Transmission du compte-rendu des actions subventionnées en 2025

VI. Modalités d'évaluation, de suivi et de contrôle des projets financés

Annexes :

- Annexes 1 et 2 : deux tableaux relatifs à l'axe 1
- Annexe 3 : demande de subvention MOUS (axe 2)
- Annexe 4 : référentiel relatif au « mobilier adapté » pour les personnes âgées et modalités de subventionnement
- Annexe 5 : bilan de la vacance
- Annexe 6 : bilan des MOUS
- Annexe 7 : bilan des actions de prévention de la suroccupation et des activités informelles

Préambule

Depuis 1997, le plan de traitement des foyers de travailleurs migrants (PTFTM) vise à transformer ces structures en résidences sociales (RS), ce qui nécessite pour la grande majorité des cas des travaux d'ampleur souvent financés par des sources multiples (Etat, collectivités territoriales, autres organismes...).

Ce plan est piloté au niveau national par la Commission interministérielle pour le logement des populations immigrées (CILPI) présidée par le Délégué Interministériel pour l'hébergement et l'accès au logement (DIHAL).

Dans le cadre de la politique d'intégration, le ministère chargé du logement (DIHAL) participe à l'accompagnement de la rénovation et de la modernisation des foyers de travailleurs migrants (FTM). Les objectifs de cette politique publique sont de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des résidents.

Le présent appel à projets soutient les projets qui répondront en 2025, à un ou plusieurs des trois objectifs suivants :

- la mise en œuvre des mesures - en termes d'organisation de la vacance notamment - permettant la réalisation des travaux de réhabilitation ;
- le développement d'une gestion permettant de préparer le traitement des FTM et de mieux répondre aux besoins des résidents ;
- l'équipement des logements en mobilier destiné aux résidents âgés.

Cet appel à projets s'adresse principalement aux gestionnaires de FTM et de RS issues de FTM/FTM qui accueillent des publics FTM, mais également à d'autres porteurs de projet (têtes de réseaux de ces gestionnaires, associations...).

En 2025, les subventions allouées dans le cadre de cet appel à projets sont financées par le programme 177 « hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » du ministère chargé du logement (DIHAL).

I. Champ de l'appel à projets : trois axes thématiques

Les axes thématiques pouvant faire l'objet d'un financement

I-1 Axe thématique n° 1 : mise en œuvre de mesures - en termes d'organisation de la vacance notamment - permettant la réalisation des travaux de transformation

Le présent appel à projets peut cofinancer des pertes de recettes ou des coûts supplémentaires liés aux travaux de transformation : vacance volontairement organisée, baisse de redevance en cas de modalités de logement dégradées pendant les travaux, dispositifs exceptionnels de relogement provisoire de résidents à l'extérieur du foyer, accompagnement ad hoc des résidents. L'ensemble des éléments précités devra être détaillé site par site (tableaux annexe 1). Ces éléments seront complétés d'un argumentaire précis (intégré au formulaire Cerfa) sur les opérations de traitement de FTM (ou de RS).

Les projets présentés concernent des chambres/logements dédiés à la fonction de FTM (voire de RS) ou des actions en direction de leurs résidents. Ils ne portent pas sur les travaux de transformation.

Le recours au cofinancement, en particulier lorsque l'ANRU contribue au financement du projet, sera recherché. La CILPI sera tenue informée des sources de cofinancement.

Les annexes 1 et 2 devront être jointes au dossier de demande de subvention.

Points d'attention :

- L'organisme (gestionnaire ou propriétaire) qui supporte ces pertes de recettes ou ces coûts supplémentaires, devra joindre au dossier, pour chacun des établissements concernés, le document faisant état de la décision de validation concernant la vacance de logements (accord sur le principe et date de création de vacance) prise par le comité de pilotage ou, à défaut, lors d'une autre réunion partenariale. Si cette décision partenariale intervient après le dépôt du dossier, le gestionnaire s'engage à transmettre dans les meilleurs délais le document faisant état de la décision.
- Les sites restant à transformer inscrits au PTFTM (liste mise à jour en 2024 – annexe 8) seront prioritaires pour bénéficier de ce financement. Dans le cas de structures non inscrites au PTFTM pour lesquelles les porteurs sollicitent une subvention, la DIHAL effectuera une étude au cas par cas.
- Une vacance établie depuis moins de 5 ans : les sites bénéficiant d'un financement de la vacance depuis plus de 5 ans seront étudiés au cas par cas et feront l'objet d'une décision au regard de la situation de chacun. Le porteur devra fournir un argumentaire explicitant ce délai de vacance.

I-2 Axe thématique n° 2 : soutien aux gestionnaires

Cet axe thématique est décliné en trois objectifs (cf. ci-dessous : I-2-1 à I-2-3).

➤ I-2-1 Objectif n° 1 - Production de MOUS

La transformation d'un FTM en RS implique la réalisation de diagnostics sociaux des résidents et la mise en place d'un accompagnement des résidents.

Il s'agit ainsi de mettre en place des maîtrises d'œuvre urbaines et sociales (MOUS) diagnostic social et/ou relogement dans le cadre de la transformation à venir des FTM ou RS sans travaux inscrits au PTFTM.

Points d'attention :

- Les projets de traitement des établissements concernés doivent être formellement portés à la connaissance du Secrétariat de la CILPI en amont de la demande de subvention (présentation d'opérations, compte-rendu de comités de pilotage...).
- Le porteur précisera pour chacun d'entre eux, les qualifications des personnes chargées de sa mise en œuvre, la quotité d'ETP affectée et son coût unitaire.
- Le porteur devra indiquer dans le plan de financement le montant éventuellement sollicité au titre des crédits FNAP et autres cofinancements envisagés.

L'annexe 3 devra être jointe au dossier de demande de subvention.

➤ **I-2-2 Objectif n° 2 -Aide à la gestion sociale de l'établissement**

Cet objectif peut concerner différents sujets tels que :

- la prévention de la suroccupation et des activités informelles, le lien avec les résidents,
- le repérage et le suivi des résidents vulnérables (vieillesse, addictions, isolement et accès aux droits), la formation à l'interculturalité...

Il peut se décliner en :

- actions de sensibilisation et de formation des salariés aux particularités de la gestion d'un établissement (FTM ou RS issues de FTM) logeant des travailleurs migrants,
- actions de mobilisation, formation et accompagnement des comités de résidents et conseils de concertation,
- des études/enquêtes menées pour mieux connaître les spécificités des publics accueillis, adapter les actions à leurs besoins, ainsi que des pratiques modélisables sur d'autres sites pourront être soutenues à titre exceptionnel, dans le cadre de cet appel à projet.

Points d'attention :

- Le porteur précisera pour chacun d'entre eux, les qualifications des personnes chargées de sa mise en œuvre, la quotité d'ETP affectée et son coût unitaire.
- Le programme de formation devra être joint à la demande de subvention.
- Les formations relevant du fonctionnement général classique des établissements (management et animation d'équipes, formations bureautiques, formations hygiène et sécurité...) ne sont pas éligibles.
- Décrire les actions envisagées pour mobiliser les résidents en vue des élections.
- Décrire les actions envisagées pour accompagner les résidents.
- Préciser les modalités mises en place pour associer les comités de résidents ou conseils de concertation aux différentes phases de transformation des foyers ou RS sans travaux.

I-3 Axe thématique n° 3 : équiper les logements en mobilier destiné à des résidents âgés

Le mobilier adapté est destiné aux personnes ressortissantes des pays tiers, âgées de 60 ans et plus, qui ont souvent exercé des activités professionnelles pénibles physiquement. Leur état de santé est fréquemment dégradé et leur vieillissement plus marqué que celui de la moyenne de la population française du même âge.

Pour ces raisons, il est nécessaire que l'environnement de ces résidents soit adapté (bâti, mobilier), sans aller jusqu'à un équipement médicalisé.

Ces projets peuvent concerner le mobilier des chambres ou logements et l'équipement des espaces collectifs dès lors que ces espaces sont ou seront utilisés par ces résidents.

Le mobilier pris en compte par l'appel à projets doit être conforme au référentiel joint en annexe 4. Le calcul de la subvention sera réalisé selon les modalités définies dans cette même annexe.

II. Critères généraux d'éligibilité et de sélection

II-1 Organismes pouvant répondre à cet appel à projets

- les organismes gestionnaires de foyers de travailleurs migrants ou de résidences sociales issues de FTM, quel que soit le statut de ces organismes ;
- les têtes de réseaux de gestionnaires ;
- les associations.

Le porteur de projet ayant son siège en France doit être immatriculé au répertoire SIRENE.

II-2 Critères d'éligibilité des projets

- le projet doit s'inscrire dans le cadre d'un des trois axes thématiques présentés ci-dessus (I) ;
- la durée du projet et du financement est limitée à 12 mois et doit débuter en 2025, année de subventionnement.

II-3 Critères généraux de sélection

Les actions devront s'inscrire dans les orientations du plan de traitement et participer à sa mise en œuvre.

Les critères retenus seront :

- la pertinence et l'impact des actions proposées pour favoriser l'amélioration de leurs conditions de vie et dans le logement ;
- l'expérimentation d'actions, de méthodes ou d'outils ayant vocation à être reproduits ;
- les compétences techniques de l'organisme gestionnaire ;

- la capacité de l'organisme à proposer des indicateurs pertinents d'évaluation de ses actions au regard des objectifs et enjeux de l'appel à projets ;
- le rapport coût/efficacité de l'action proposée au regard notamment de l'impact attendu du projet sur la situation des publics visés ;
- la capacité de l'organisme gestionnaire à coopérer avec les acteurs/partenaires du traitement des FTM : propriétaires, institutionnels, associatifs, dispositifs locaux, représentants des résidents...

III. Présentation des dossiers, recevabilité des projets et notification des décisions

III-1 Présentation des projets

Les demandes de subvention doivent être saisies dans Démarches Simplifiées :

- Les projets sont décrits directement dans Démarches Simplifiées (items correspondants au dossier Cerfa n°12156*06 – le dossier Cerfa n'est donc plus à transmettre).
- Le dossier doit être renseigné de façon exhaustive, sans quoi les projets seront considérés comme irrecevables.
- Le dossier doit comporter un budget prévisionnel 2025 de l'organisme gestionnaire. Il doit inclure le(s) montant(s) de la (ou des) subvention(s) demandée(s) par le porteur de projets au titre de l'année 2025.
- Si l'organisme répond à deux voire trois axes thématiques de cet appel à projets, il ne renseigne qu'une fois les informations relatives à son organisme et saisi autant de projets qu'il souhaite en déposer pour chacun des axes concernés.

Les dossiers doivent être transmis complets via la plateforme Démarches Simplifiées :
<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/dihal-appel-a-projets-2025-actions-d-accompagnemen>

et comporter les pièces suivantes :

Documents administratifs de l'organisme :

1. RIB
2. Statuts et liste des dirigeants
3. Document attestant la délégation de signature de la personne signataire de la demande de subvention si celle-ci n'est pas le président de l'organisme
4. Les derniers comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes des associations soumises à certaines obligations comptables
5. Le dernier rapport d'activités validé

Documents relatifs au(x) projet(s) déposé(s) :

6. Les annexes 1 et 2 (disponibles sur Démarches Simplifiées) pour toute demande relative à la vacance (axe 1)
7. L'annexe 3 (disponible sur Démarches Simplifiées) pour toute demande portant sur le financement de MOUS (axe 2)
8. L'annexe 4 (disponible sur Démarches Simplifiées) pour toute demande portant sur le financement de mobilier adapté au vieillissement (axe 3)

9. Le bilan définitif, ou à défaut le bilan provisoire, pour tout renouvellement d'action. Dans le cas d'un renouvellement d'action, le bilan définitif est décrit au moyen du dossier Cerfa n°15059*02, également disponible sur le site www.service-public.fr Il doit être signé (partie 3 du Cerfa n°15059*02 « Compte-rendu financier de subvention ») par un représentant légal du porteur de projet. En effet, s'agissant d'un renouvellement d'action, le versement de la subvention ne pourra intervenir qu'après réception du bilan d'action définitif 2024.

Les porteurs de projets pourront également joindre tout document qu'ils jugent utile à la bonne compréhension du projet.

III-2 Envoi et réception des projets

Les projets doivent être déposés, sous peine d'irrecevabilité, jusqu'au 11 juillet 2025 inclus, sur la plateforme Démarches Simplifiées :
<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/dihal-appel-a-projets-2025-actions-d-accompagnement>

Pour toute demande d'information, merci d'adresser un message à l'adresse suivante :

contact.cilpi.mapal.dihal@diha1.gouv.fr

Lors du dépôt du dossier sur Démarches Simplifiées, un accusé de réception sera adressé par messagerie électronique. Il ne préjuge pas de l'éligibilité du dossier et ne vaut pas engagement juridique et financier de l'Etat.

Il est impératif que soient indiquées, dans le dossier de présentation, l'adresse de messagerie électronique du représentant légal et celle de la personne chargée du dossier de subvention.

III-3 Instruction du dossier et notification des décisions

Après réception dans les délais, le dossier sera instruit par le Secrétariat de la CILPI. Pendant cette phase d'instruction, le porteur de projets s'engage à fournir, au plus vite, tout document nécessaire à l'étude du dossier.

A l'issue de cette procédure d'instruction, la décision de retenir ou non chaque projet sera communiqué par courrier à son porteur, au plus tard le 12 septembre 2025.

En cas de décision favorable, une lettre d'information indiquera le montant de la subvention qu'il est envisagé d'attribuer sous réserve de la transmission dans les 2 mois des pièces complémentaires. Un acte attributif (convention ou arrêté) est alors élaboré et signé par l'ensemble des parties. Ce document est ensuite adressé aux bénéficiaires, accompagné d'une lettre de notification indiquant le montant de la subvention attribuée et les modalités de son versement.

En aucun cas, le porteur d'un projet sélectionné n'est fondé à considérer que l'Etat est engagé juridiquement et financièrement à son égard avant de recevoir cette notification.

Conformément à l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, les associations ou fondations bénéficiaires du présent appel à projet s'engagent à souscrire au contrat d'engagement républicain fixé par le décret n°021-1947 du 31 décembre 2021.

IV. Dispositions relatives au financement

Les porteurs de projets sélectionnés ne pourront bénéficier d'une subvention couvrant la totalité du coût de l'action ; quelle que soit la nature du cofinancement, celui-ci doit atteindre un minimum de 20% du budget de l'action.

L'engagement financier de l'Etat est subordonné à la disponibilité des crédits budgétaires et ne porte que sur l'exercice 2025.

La subvention sera versée par virement au compte de l'organisme en une ou deux fois, selon les modalités prévues par l'acte attributif.

V. Transmission du compte-rendu des actions subventionnées en 2025

Le compte-rendu de(s) l'action(s) subventionnée(s) devra être transmis au Secrétariat de la CILPI avant le 31 mars 2026.

Ce bilan définitif est décrit au moyen du dossier Cerfa n°15059*02 également disponible sur le site www.service-public.fr, et devra être transmis au plus tard **le 31 mars 2026**. Il doit être signé (partie 3 du Cerfa n°15059*02 « Compte-rendu financier de subvention ») par un représentant légal du porteur de projet.

Les éléments suivants devront également être joints au bilan :

- pour les subventions obtenues au titre de la vacance (axe 1), l'annexe 5 complétée,
- pour les subventions obtenues au titre des MOUS (axe 2), l'annexe 6 complétée,
- pour les subventions obtenues pour les actions de prévention de la suroccupation et des activités informelles, l'annexe 7 complétée. Un bilan qualitatif est également attendu,
- pour les subventions obtenues pour les actions de mobilisation, de formation et d'accompagnement des comités de résidents et de conseils de concertation, un descriptif détaillé des actions menées, en précisant les sites au sein desquels elles se sont déroulées et un bilan qualitatif de ces actions.

Les annexes ci-dessous devront également être jointes au bilan Cerfa pour les projets financés au titre de :

- la vacance (axe 1) – annexe 5 – Bilan de la vacance,
- des MOUS (axe 2) – annexe 6 – Bilan des MOUS financées,
- de la prévention de la suroccupation et des activités informelles (axe 2) – annexe 7 – Bilan des actions de prévention de la suroccupation et des activités informelles

De manière générale, il conviendra de fournir tout élément qualitatif, en complément du dossier Cerfa n°15059*02.

En cas de non production de ce bilan, le remboursement de la subvention perçue sera exigé par l'administration.

VI. Modalités d'évaluation, de suivi et de contrôle des projets financés

A l'issue de l'action, le Secrétariat de la CILPI procèdera, sur un plan quantitatif et qualitatif, à l'évaluation des actions auxquelles elle a apporté son concours. Celle-ci portera notamment sur la conformité des résultats aux objectifs prévus et aux conditions définies entre la DIHAL et le porteur.

La DIHAL suivra le déroulement des actions soutenues et le porteur devra permettre, à tout moment, le contrôle de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses comptables et tout autre document dont la production sera jugée utile.

Un contrôle sur place pourra être réalisé par le Secrétariat de la CILPI en cours ou au terme du projet en vue de vérifier la mise en œuvre de l'action soutenue.

Annexe 1 et 2

Demande de subvention pour participation à la prise en charge des "surcoûts liés aux travaux"														
Nom du gestionnaire :														
Identification des établissements concernés par les travaux de transformation et faisant l'objet d'une demande de subvention														
département /commune	nom de l'établissement	ANRU (1)	statut (cocher la case correspondante)		nombre total de lits	dont lits consacrés à			nb de lits FTM (5) occupés avant blocage des entrées	taux d'occupation du FTM avant déblocage des entrées	date du comité de pilotage ayant entériné la création de vacances (6)	type de travaux de transformation	dates prévisionnelles de déroulement des travaux (7)	montant des pertes en € (8)
			FTM	RS (2)		foyer	hébergement (3)	demandeurs d'asile (4)						

Présentation des coûts et pertes : détail du nombre de lits vacants et des pertes, mois par mois																
A renseigner pour chaque établissement concerné																
	type de chambre A (1)					type de chambre B (1)					type de chambre C (1)					total mensuel des pertes de Loyer + Charges (F+K+P)
	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	
Période	nombre de lits vacants (2)	montant total redevance par lit	montant Loyer + Charges par lit	montant P+M par lit	total perte L+C liée à la vacance (B x D)	nombre de lits vacants (2)	montant total redevance par lit	montant Loyer + Charge par lit	montant P+M par lit	total perte L+C liée à la vacance (G x I)	nombre de lits vacants (2)	montant total redevance par lit	montant Loyer + Charges par lit	montant P+M par lit	total perte L+C liée à la vacance (L x N)	
janvier					0,00 €					0,00 €					0,00 €	0,00 €
février					0,00 €					0,00 €					0,00 €	0,00 €
mars					0,00 €					0,00 €					0,00 €	0,00 €
avril					0,00 €					0,00 €					0,00 €	0,00 €
mai					0,00 €					0,00 €					0,00 €	0,00 €
juin					0,00 €					0,00 €					0,00 €	0,00 €
juillet					0,00 €					0,00 €					0,00 €	0,00 €
août					0,00 €					0,00 €					0,00 €	0,00 €
septembre					0,00 €					0,00 €					0,00 €	0,00 €
octobre					0,00 €					0,00 €					0,00 €	0,00 €
novembre					0,00 €					0,00 €					0,00 €	0,00 €
décembre					0,00 €					0,00 €					0,00 €	0,00 €
montant annuel																0,00 €
Montant de l'aide demandée par le gestionnaire (3)																

(1) colonnes "chambres A, B, C..." à utiliser lorsque l'établissement comporte plusieurs types de chambres à des niveaux différents de redevance
(2) en application de la décision de blocage des entrées
(3) si autres financements attendus ou accordés, préciser ces financements

Annexe 3 - Demande de subvention MOUS

Sites concernés Nom - adresse	MOUS diagnostic	Dates prévisionnelles de réalisation	Nombre prévisionnel de résidents	Coût prévisionnel de la MOUS	Part prévisionnelle de la subvention DIHAL (euros)	MOUS relogement	Dates prévisionnelles de réalisation	Nombre prévisionnel de résidents	Coût prévisionnel de la MOUS	Part prévisionnelle de la subvention DIHAL (euros)
TOTAL			0	0,00 €	0,00 €			0	0,00 €	0,00 €

Annexe 4

Mobilier adapté pour les personnes âgées (axe thématique n° 3)

Référentiel mobilier adapté aux personnes âgées

Il est préconisé d'acquérir du mobilier répondant aux besoins spécifiques des résidents âgés :

Espaces privés (chambre/logement)

Lit : il devra avoir une hauteur de 47 à 50 cm, soit supérieure à la moyenne. Cette hauteur s'entend avec sommier et matelas. Le matelas sera équipé d'une housse lavable. Le sommier à lattes sera préféré. Des plots sur-élévateurs pourront éventuellement représenter une alternative.

Chevet : pour éviter les chutes, il sera d'une hauteur compatible avec celle du lit.

Un siège confortable, type fauteuil de repos : il sera rembourré, aura un dossier haut, des accoudoirs et sera recouvert d'une matière lavable. Sa hauteur d'assise sera d'environ 47 cm.

Pour les très petites chambres ne permettant pas l'installation d'un fauteuil :

Le siège à accoudoirs tiendra lieu de fauteuil de repos. Il sera rembourré, recouvert d'une matière lavable et, si possible, doté d'un dossier haut.

Les parties communes doivent être équipées fauteuils ou de canapés.

Meuble de rangement (armoire), avec penderie et rayonnages (hauteur entre 40 et 160 cm), à ouverture facile.

Pièce d'eau : les barres d'appui dans la douche, ainsi que **de chaque côté des WC**, sont conseillées, de même qu'un **siège de douche**. Le siège du WC, s'il n'est pas surélevé, pourra être équipé d'un **sur-élévateur** (hauteur d'assise d'environ 47 cm). La pièce sera équipée d'un **miroir** descendant jusqu'au lavabo, de manière à permettre une toilette assise.

Espaces collectifs

Espaces intérieurs (salon d'étage, espace de convivialité...) : les **fauteuils** ou les **canapés**, d'une hauteur d'assise d'environ 47 cm et recouverts de matière lavable sont susceptibles d'être subventionnés. **A titre exceptionnel**, dans les unités de vie, **les casiers de cuisine** à hauteur adaptée pourront être retenus.

Espaces extérieurs : les **bancs**, d'une hauteur d'assise d'environ 47 cm et avec dossiers et accoudoirs, sont susceptibles d'être subventionnés.

Modalités de subventionnement (axe thématique 3)

Dès lors que ces critères seront respectés, le taux de subvention pourra, dans la limite des possibilités de l'enveloppe attribuée à cet axe thématique, aller :

- jusqu'à 75 % pour un 1^{er} équipement en mobilier adapté, en résidence sociale ;
- jusqu'à 50 %, voire 75 %, pour du renouvellement d'équipement, avec du mobilier adapté, en FTM ou en résidence sociale.

Le calcul de la subvention sera réalisé à partir d'un plafond de dépenses de 2 500 euros par logement qui comprendra l'équipement privé du logement et l'équipement collectif (à hauteur maximale de 30% de la demande totale).

Le prix d'achat global devra être au minimum de 30 000€ TTC.

Les aménagements de type « accessibilité » (rampe d'accès, mains courantes...) intégrés dans le plan de financement de la construction, réhabilitation, restructuration... ne pourront être financés à nouveau dans le cadre de cet axe thématique.

Des devis précis, ainsi qu'un descriptif du mobilier, devront accompagner le dossier de demande de subvention, afin que les critères d'éligibilité puissent être vérifiés.

Dans l'hypothèse où le mobilier objet de la demande bénéficierait d'une autre subvention, il conviendra de le signaler dans le dossier.

Annexe 5 - Bilan de la vacance

Sites concernés Nom - adresse	Période couverte par la vacance	Date de prévisionnelle de la fin de la vacance	Nombre de logements concernés	Montant de la vacance	Montant de la part de la subvention DIHAL
TOTAL			0	0,00 €	0,00 €

Annexe 6 - Bilan des MOUS financées

Sites concernés Nom - adresse	MOUS diagnostic	Dates de réalisation	Nombre de résidents rencontrés	Coût de la MOUS	Part de la subvention DIHAL (euros)	MOUS relogement	Dates de réalisation	Nombre de résidents rencontrés	Coût de la MOUS	Part de la subvention DIHAL (euros)
TOTAL			0	0,00 €	0,00 €			0	0,00 €	0,00 €

Annexe 7 - Bilan des actions de prévention de la suroccupation et des activités informelles

Un bilan relatif à l'impact des actions mises en œuvre devra également être fourni

Type d'action mise en place	Sites concernés Nom - adresse	Nombre de résidents bénéficiaires	Partenaires mobilisés	Suites envisagées
TOTAL		0		

Annexe 8 - Liste des structures inscrites au PTFTM 2024

Région	Département	Commune	Statut	Nom du FTM ou de la RS	Adresse	Propriétaire	Gestionnaire	Capacité, nombre de lits ou places du foyer
Auvergne-Rhône-Alpes	Isère	Echirolles	RS ss Travaux	Echirolles Normandie	5, rue de Normandie	ADOMA	ADOMA	214
Auvergne-Rhône-Alpes	Rhône	Vénissieux	FTM	Les Portes du Sud	73, route de Corbas	Aralis	Aralis	288
Auvergne-Rhône-Alpes	Rhône	Lyon	FTM	Massenet	230, rue André Philip	Lyon Métropole Habitat	Aralis	126
Auvergne-Rhône-Alpes	Rhône	Lyon	FTM	Lyon Lorette	3, rue Lorette	ADOMA	ADOMA	10
Auvergne-Rhône-Alpes	Rhône	Lyon	FTM	Général Frère	102, avenue Général Frère	Aralis	Aralis	269
Auvergne-Rhône-Alpes	Rhône	Lyon	FTM	St Pierre de Vaise	86, rue Saint Pierre de Vaise	Aralis	Aralis	244
Auvergne-Rhône-Alpes	Rhône	Mézieux	FTM	Les 4 Chemins	1, avenue de Crottoy	Lyon Métropole Habitat	Aralis	160
Auvergne-Rhône-Alpes	Rhône	Lyon	RS ss Travaux	Lyon Les Lauriers	35-37, rue Joseph Chapelle	ADOMA	ADOMA	123
Auvergne-Rhône-Alpes	Ain	Amberieu-en-Bugey	FTM	Jean de Paris	36, allée de la Barbotière	Dynacité (ex opac de l'Ain)	ALFA 3A	230
Auvergne-Rhône-Alpes	Ain	Miribel	FTM	Le Trêve	allée des Peupliers	Dynacité (ex opac de l'Ain)	ALFA 3A	342
Auvergne-Rhône-Alpes	Savoie	Chambéry	RS ss Travaux	Chambéry A. Blondin	567, rue Charles et Patrice Buet	ADOMA	ADOMA	152
TOTAL AURA			11					2 168
Bourgogne-Franche-Comté	Yonne	Auxerre	FTM	Mermoz	6 bis, av. Jean mermoz	BATIGERE Habitats Solidaires	COALLIA	131
Bourgogne-Franche-Comté	Yonne	Vergigny	FTM	Vergigny	Ileu dit Le Grand-Pont	BATIGERE Habitats Solidaires	COALLIA	119
Bourgogne-Franche-Comté	Doubs	Besançon	FTM	Besançon Trépillots	12, rue des Saint Martin	ADOMA	ADOMA	218
TOTAL BFC			3					468
Bretagne	L'Île-et-Vilaine	Rennes	FTM	Guy Houist	22, rue Bahon Rault	Archipel Habitat	COALLIA	161
TOTAL BRETAGNE			1					161
Centre-Val de Loire	Eure-et-Loir	Châteaudun	RS/FTM	Châteaudun	37, boulevard Périgondas	SCIC HOMY (ex OPH Châteaudun)	COATEL	70
Centre-Val de Loire	Eure-et-Loir	Lucé	RS/FTM	Lucé-Béguines	7, rue d'Alsace	Habitat Eurélien	COATEL	57

Région	Département	Commune	Statut	Nom du FTM ou de la RS	Adresse	Propriétaire	Gestionnaire	Capacité, nombre de lits ou places du foyer
Centre-Val de Loire	Indre et Loire	JOUE LES TOURS	RS ss Travaux	Joué-les-Tours (Pierre de Ronsard)	10, rue du Chemin Vert	ADOMA	ADOMA	179
Centre-Val de Loire	Loiret	Chalette sur Loing	FTM	Gué aux Biches	10, rue du Gué aux Biches BP12	BATIGERE Habitats Solidaires	COALLIA	130
TOTAL CENTRE VAL DE LOIRE			4					438
Corse	Corse-du-Sud	Ajaccio	FTM	Finosello	rue des Magnolias	ADOMA	ADOMA	117
TOTAL CORSE			1					117
Grand Est	Haut-Rhin	MULHOUSE	RS ss Travaux	L'Ecluse	4, rue de l'Ecluse	ALEOS	ALEOS	219
Grand Est	Haut-Rhin	MULHOUSE	RS ss Travaux	Les Cigognes	27, boulevard Stoessel	ALEOS	ALEOS	95
Grand Est	Meurthe-et-Moselle	Vandœuvre	FTM	Le Barthou	15, Bd Barthou	VIVEST	Le Pélican	231
Grand Est	Moselle	Florange	RS ss Travaux	FLORANGE 1 (bâtiment A)	16 - 18, rue des Écoles	BATIGERE Habitats Solidaires	AMLI	221
Grand Est	Moselle	Florange	RS ss Travaux	FLORANGE 2 (bâtiment B)	12 -14, rue des Écoles	BATIGERE Habitats Solidaires	AMLI	228
Grand Est	Moselle	Rosselange	FTM	Rosselange	rue du Bouswald	BATIGERE Habitats Solidaires	AMLI	222
Grand Est	Moselle	Sarreguemines	FTM	Sarreguemines	21, rue du Champ de Mars	SCH Sarreguemines Confluence habitat	AMLI	114
TOTAL GRAND EST			7					1 330
Hauts-de-France	Oise	Compiègne	FTM	Les Sablons	71, rue du Général Mangin	BATIGERE Habitats Solidaires	COALLIA	196
Hauts-de-France	Nord	Halluin	FTM	Halluin (Fiandria)	294, route de Lille	ADOMA	ADOMA	153
TOTAL HDF			2					349
Ile-de-France	Paris	PARIS 2	FTM	Saint-Denis	216 bis, rue Saint-Denis	BATIGERE Habitats Solidaires	COALLIA	53
Ile-de-France	Paris	PARIS 11	FTM	Charonne 61	61, rue de Charonne	ADOMA	ADOMA	164
Ile-de-France	Paris	PARIS 12	FTM	Beccaria	20-22, rue Beccaria	3F Résidences	COALLIA	251
Ile-de-France	Paris	PARIS 15	FTM	Sablottière	7, rue Melhac	3F Résidences	ADEF HABITAT	165
Ile-de-France	Paris	PARIS 19	FTM	Beliot	6, rue Beliot	BATIGERE Habitats Solidaires	COALLIA	46

Région	Département	Commune	Statut	Nom du FTM ou de la RS	Adresse	Propriétaire	Gestionnaire	Capacité, nombre de lits ou places du foyer
Ile-de-France	Paris	PARIS	RS ss Travaux	Schoelcher	6, rue Brillat Savarin	ADOMA	ADOMA	238
Ile-de-France	Paris	PARIS	RS ss Travaux	Matisse/Les Crayon (bat "annexe")	95, rue du Chevaleret	ADOMA	ADOMA	377
Ile-de-France	Paris	PARIS	RS ss Travaux	Faiguère	122, rue Faiguère	3F Résidences	COALLIA	154
Ile-de-France	Paris	PARIS	RS ss Travaux	Blisson	15, rue Blisson	RVP	COALLIA	120
TOTAL PARIS			8					1 688
Ile-de-France	Yvelines	Les Mureaux	RS ss Travaux	Les Mureaux (Jean Mermoz)	109, rue Jean Mermoz	ADOMA	ADOMA	237
Ile-de-France	Yvelines	Les Mureaux	RS ss Travaux	Nouvelle France	12, rue Nouvelle France	ANTIN RESIDENCE	COALLIA	264
Ile-de-France	Yvelines	Porcheville	FTM	Feuilleux	19, rue des Feuilleux	ANTIN RESIDENCE	COALLIA	202
Ile-de-France	Yvelines	Mantes-la-Jolie	FTM	Mantes Buchelay (Les Closeaux)	6, bis route de Buchelay	ADOMA	ADOMA	227
Ile-de-France	Yvelines	Mantes-la-Jolie	FTM	Mantes Braunstein	18, rue Maurice Braunstein	ADOMA	ADOMA	283
Ile-de-France	Yvelines	Sartroville	FTM	Val Notre Dame	3/9 avenue Val Notre Dame	BATIGERE Habitats Solidaires	COALLIA	183
TOTAL YVELINES			8					1 386
Ile-de-France	Essonne	Arpajon	FTM	Docteur Charcot	46, rue du Docteur Charcot	ADOMA	ADOMA	280
Ile-de-France	Essonne	Etampes	FTM	Montfaucon	19, av. de la Sablière	CDC Habitat	COALLIA	150
Ile-de-France	Essonne	Les Ulis	FTM	Saintonge	1, avenue Saintonge	ADOMA	ADOMA	325
Ile-de-France	Essonne	Massy	FTM	Ampère	18, rue Ampère	ADOMA	ADOMA	412
Ile-de-France	Essonne	Montgeron	FTM	L'Yverres	51, rue d'Yverres	ADOMA	ADOMA	312
Ile-de-France	Essonne	Sainte Geneviève des Bois	FTM	Descartes	1, rue Descartes	ADOMA	ADOMA	262
TOTAL ESSONNE			8					1 741
Ile-de-France	Hauts-de-Seine	Asnières sur Seine	RS ss Travaux	Asnières-sur-Seine (Bas)	55, rue des Bas	ADOMA	ADOMA	214

Région	Département	Commune	Statut	Nom du FTM ou de la RS	Adresse	Propriétaire	Gestionnaire	Capacité, nombre de lits ou places du foyer
Ile-de-France	Hauts-de-Seine	Bagneux	FTM	Charles de Gaulle	27, av Charles de Gaulle	Etat	ADOMA	198
Ile-de-France	Hauts-de-Seine	Boulogne-Billancourt	FTM	Boulogne Dôme	47, rue du Dôme	ADOMA	ADOMA	182
Ile-de-France	Hauts-de-Seine	Boulogne-Billancourt	FTM	Boulogne 2 - National	27-31, rue Nationale	ADOMA	ADOMA	325
Ile-de-France	Hauts-de-Seine	Boulogne-Billancourt	FTM	Boulogne 3 - Stalingrad	19, qual Stalingrad	ANTIN RESIDENCE	ADOMA	112
Ile-de-France	Hauts-de-Seine	Colombes	FTM	Colombes Stalingrad	1, av d'Orgemont	ADOMA	ADOMA	267
Ile-de-France	Hauts-de-Seine	Nanterre	FTM	Rouget de l'Isle	65, rue Rouget de l'Isle	BATIGERE Habitats Solidaires	COALLIA	300
TOTAL HAUTS DE SEINE			7					1 698
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Aubervilliers	FTM	Hémet	11/17, rue Hémet	ADEF HABITAT	ADEF HABITAT	108
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Aubervilliers	FTM	Ponceaux	1, av. des Ponceaux	ADEF HABITAT	ADEF HABITAT	284
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Aubervilliers	FTM	Nouvelle France	24, rue de la Nouvelle France	ADOMA	ADOMA	314
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Bagnolet	FTM	Robespierre	41, rue Robespierre	ADOMA	ADOMA	403
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Bondy	FTM	Bondy Ourcq	58, Route d'Aulnay	ADOMA	ADOMA	330
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Drancy	FTM	Henri Longatte	37/49, rue Henri Longatte	ADOMA	ADOMA	110
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Saint-Denis	FTM	République	250, rue de la République	Etat	ADEF HABITAT	218
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	La Courneuve	RS ss Travaux	JP Timbaud	16, rue J P Timbaud	BATIGERE Habitats Solidaires	COALLIA	168
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Livry Gargan	FTM	Allée de l'Est	56-58, allée de l'Est	Etat	COALLIA	162
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Montreuil	FTM	La Noue	16, place Berthie Albretch	ADOMA	ADOMA	357
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Montreuil	FTM	Rochebrune	24, rue Rochebrune	ANTIN RESIDENCE	COALLIA	430
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Montreuil	RS ss Travaux	Lenain de Tillemont	141, rue Lenain de Tillemont	ADEF HABITAT	ADEF HABITAT	328

Région	Département	Commune	Statut	Nom du FTM ou de la RS	Adresse	Propriétaire	Gestionnaire	Capacité, nombre de lits ou places du foyer
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Noisy le Sec	FTM	Les Noyers	10, rue Georges Gay	ADOMA	ADOMA	154
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Pierrefitte Sur Seine	FTM	Suzanne Valadon/Dolet	11-21, rue Etienne Dolet	ADOMA	ADOMA	281
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Romainville	FTM	Paul de Kock	88, avenue Pierre Kerautret	ADOMA	ADOMA	312
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Rosny/Bols	FTM	Chapiteau	22, bis rue J. Guesde	ADOMA	ADOMA	52
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Rosny/Bols	RS ss Travaux	Le Fort	54 Rue des Gravières	ADOMA	ADOMA	146
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Saint Denis	FTM	Siqueros	12, rue David Siqueros	ADOMA	ADOMA	305
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Saint Denis	RS ss Travaux	Romain Rolland	46, avenue Romain Rolland	BATIGERE Habitats Solidaires	COALLIA	134
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	Villemomble	FTM	René Laennec	1, chemin de la Pelouse Laennec	ADOMA	ADOMA	288
TOTAL SEINE ST DENIS			20					4 884
Ile-de-France	Val-de-Marne	Vincennes	RS ss Travaux	3 Territoires	62, rue des Trois Territoires	ANTIN RESIDENCE	COALLIA	112
Ile-de-France	Val-de-Marne	Vitry-sur-Seine	RS ss Travaux	Concorde	10, rue Concorde	Valophilis Habitat	COALLIA	271
Ile-de-France	Val-de-Marne	Plessis Trévise	RS ss Travaux	Plessis Claudius petit	76, avenue de la Maréchaie	ADOMA	ADOMA	204
TOTAL VAL DE MARNE			3					687
Ile-de-France	Val d'Oise	Argenteuil	FTM	Argenteuil Remparts	4, bd Karl Marx	ADOMA	ADOMA	289
Ile-de-France	Val d'Oise	Ermont	FTM	François Plasson	10, rue François Plasson	ADOMA	ADOMA	289
Ile-de-France	Val d'Oise	Montigny	RS ss Travaux	Montigny	17, rue de l'Espérance	ANTIN RESIDENCE	COALLIA	313
Ile-de-France	Val d'Oise	Osny	RS ss Travaux	Osny	12, rue du Général de Gaulle	ANTIN RESIDENCE	COALLIA	280
TOTAL VAL D'OISE			4					1 171
TOTAL IDF			66					12946
Normandie	Eure	Evreux	FTM	Valée Iton // Riga	17, rue de la Mamière Riga	ADOMA	ADOMA	174
Normandie	Eure	Vernon	FTM	Les Archives	21, rue de la Grosse Borne	ADOMA	ADOMA	207

Région	Département	Commune	Statut	Nom du FTM ou de la RS	Adresse	Propriétaire	Gestionnaire	Capacité, nombre de lits ou places du foyer
Normandie	Seine-Maritime	Rouen	FTM	Moïse	14, rue Moïse	Rouen Habitat	COALLIA	108
TOTAL NORMANDIE			3					489
Occitanie	Gard	Nîmes	FTM	Les Greffes	12, rue des Greffes	ADOMA	ADOMA	72
Occitanie	Hérault	Montpellier	FTM	Le Bosquet	1, rue de l'Agathois	CCAS Ville de Montpellier	ADOMA	182
TOTAL OCCITANIE			2					264
PACA	Bouches-Du-Rhône	Marseille 03	FTM	Félix Pyat	74, rue Félix Pyat	ADOMA	ADOMA	317
PACA	Bouches-Du-Rhône	Martigues	FTM	Coudoulère	Boulevard des Espigau	ADOMA	ADOMA	266
PACA	Alpes-Maritimes	LE CANNET	FTM	Font Marie	Chemin de Font Marie	ADOMA	ADOMA	206
PACA	Alpes-Maritimes	Nice	FTM	Nice Levens	59, avenue Joseph Raybaud	ADOMA	ADOMA	57
PACA	Alpes-Maritimes	Mandelieu la Napoule	FTM	Mandelieu	1180, ave du Mal de Laitre de Tassigny	ADOMA	ADOMA	115
PACA	Alpes-Maritimes	Le Cannet	RS ss Travaux	Le Claus	63, ch des Claus	OPH CANNES	API PROVENCE	174
PACA	Var	Fréjus	RS ss Travaux	Les Sabies	172, rue Savourmin	VAR HABITAT	API PROVENCE	170
TOTAL PACA			7					1 306
TOTAL			98					20012